

et nous mettons tout en oeuvre pour lui fournir une réponse à sa question.

Mme le vice-président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—ON DEMANDE LA TENUE D'ÉLECTIONS GÉNÉRALES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Bourdria (p. 13691).

Mme le vice-président: À la suite de l'intervention du député de Calgary-Sud-Ouest, il restait trois minutes à la période des questions et observations. La parole est à la députée de Western Arctic.

Mme Ethel Blondin-Andrew (Western Arctic): Madame la Présidente, je vous remercie de me donner la possibilité de poser une question à mon collègue d'en face.

Selon la motion, ce débat porte expressément sur la confiance dans le gouvernement et l'incapacité de celui-ci d'assurer le leadership et de diriger les affaires économiques et sociales du pays.

Comme je l'ai déjà dit publiquement, je suis vraiment embarrassée et très déçue de la grève qui frappe la mine Giant, à Yellowknife.

De toute évidence, le leadership nécessaire pour résoudre ce problème a fait défaut. Les répercussions sur tous les citoyens ont été dévastatrices. Pour les Territoires du Nord-Ouest, il s'agit d'une situation où «personne ne gagne»; pour les citoyens de Yellowknife, cette grève a déchiré la collectivité. Il se pourrait d'ailleurs qu'un autre événement aux effets dévastateurs soit sur le point de se produire. Tous les jours, les tensions montent au sein de la collectivité. La GRC émet des communiqués où elle relate tous les incidents qui sont survenus relativement à la grève.

Le conflit n'est pas réglé. Comme mon collègue le sait, il est clair que le gouvernement est le seul à avoir la compétence pour intervenir dans ce secteur, puisque les T.N.-O. n'ont pas de loi sur le travail.

Les crédits

Je voudrais que mon collègue m'explique pourquoi cette grève a eu des répercussions aussi épouvantables sur l'économie. Parlez à n'importe qui dans les rues de Yellowknife — les chauffeurs de taxi, les gens dans les cafés, les fonctionnaires —, et tous vous diront que la grève n'a pas eu des effets dévastateurs uniquement moralement et socialement, mais aussi économiquement.

Mon collègue peut-il nous dire pourquoi le ministre du Travail ne s'est pas mêlé du dossier? Pourquoi n'y a-t-il pas eu une médiation suffisamment dynamique pour déboucher sur une solution au problème? Qu'en est-il du leadership? Qu'en est-il de la confiance que devrait avoir la population de Yellowknife en ce moment?

Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame la Présidente, je voudrais offrir mes condoléances à la députée de Western Arctic, non seulement en mon nom, mais aussi au nom de tous les députés présents aujourd'hui. Nos pensées accompagnent également les habitants de Yellowknife et surtout les familles éprouvées. Cette grève et les événements qui en ont découlé ont été vraiment dévastateurs.

Le drame a déchiré la communauté, j'en suis fort consciente.

Le ministre du Travail s'est rendu à Edmonton il y a quelques mois pour tenter de rapprocher les deux parties en nommant un médiateur chargé de trouver une solution à la situation très difficile qui secoue Yellowknife. Je peux affirmer à la députée que le ministre ne s'est pas désintéressé de l'affaire. Il y a cependant des procédures à suivre et, de toute évidence, il peut parfois être difficile d'en venir à une entente avec deux parties qui s'affrontent dans une grève.

Je voudrais encore une fois offrir mes condoléances à la députée, mais surtout lui confirmer que le problème figure parmi les grandes priorités du ministre du Travail. Nous espérons que cette crise connaîtra son dénouement d'ici peu.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat sur la motion de mon collègue. Je remarque que sa motion ressemble beaucoup à celle que les conservateurs ont proposée à la Chambre avant la dissolution du Parlement en 1984, en espérant ainsi inciter les libéraux à déclencher des élections et les écarter du pouvoir. À l'époque, le gouvernement libéral était très impopulaire.